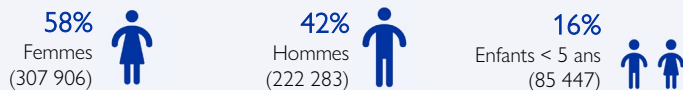
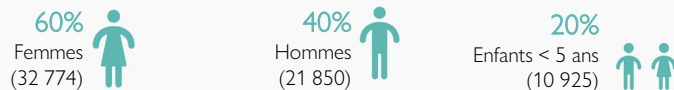


La DTM a identifié une population mobile de **530 189** individus au 31 janvier 2023 et une population retournée estimée à **54 624** individus

### Principales données sur le déplacement



### Principales données sur les retours



## CONTEXTE

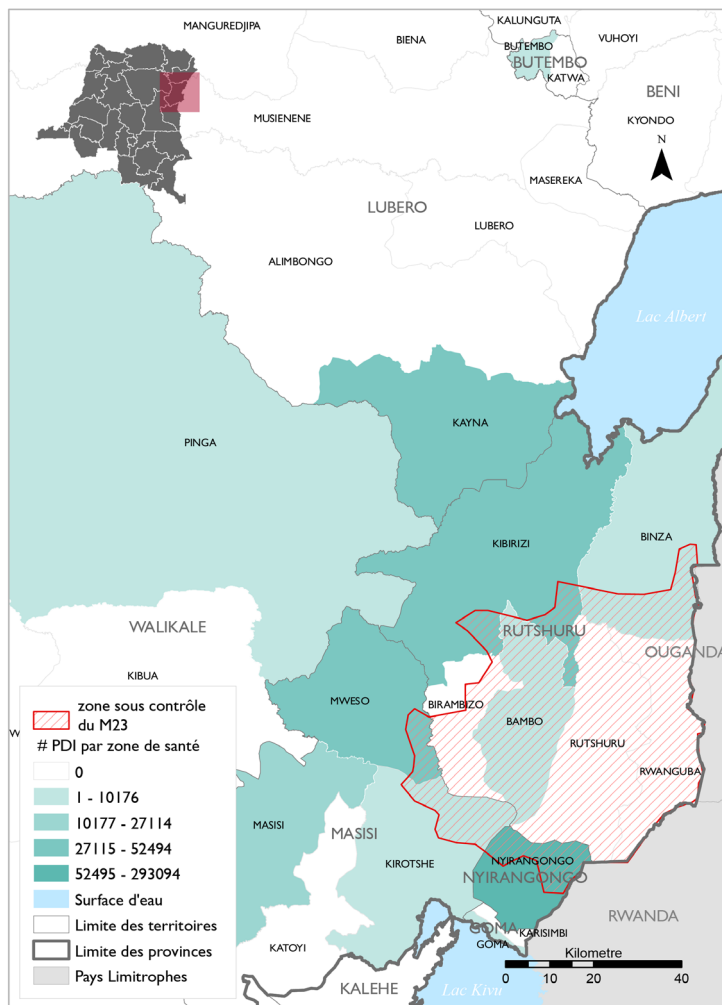
Depuis quelques mois, la République Démocratique du Congo, en particulier la province du Nord Kivu, est affectée par des crises sécuritaires et humanitaires liées au conflit armé entre les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et le Mouvement du 23 mars (M23), qui a un impact considérable sur certaines zones, notamment les territoires de Rutshuru, Nyiragongo et récemment Masisi. Malgré une accalmie relative des hostilités à grande échelle au cours de la seconde moitié du mois de décembre 2022 et le retrait militaire du groupe de certaines zones contrôlées, notamment depuis les négociations régionaux des États d'Afrique de l'Est (EAS), les conflits ont continué à affecter les communautés et à provoquer de nouveaux déplacements dans la province (ETT # [108](#) et [109](#)), notamment au cours du mois de janvier 2023.

Le 31 janvier, les combats, qui ont commencé à Rutshuru et Nyiragongo, se sont étendus à la partie orientale du territoire de Masisi, privant le reste de la zone adjacente, y compris Goma, d'une nouvelle voie d'approvisionnement, sachant que la capitale provinciale était déjà coupée de l'accès au nord par la route nationale 2, qui est contrôlée par le M23 pendant ses offensives d'octobre-novembre 2022.

Entre mars 2022 et janvier 2023, la DTM à travers ses différentes évaluations, et notamment le « suivi de crise », a recensé une population déplacée estimée à **530 189** personnes. Un nombre estimé de **54 624** personnes retournées notamment dans les zones sous contrôle du M23 ont été identifiées. La DTM a observé une augmentation nette globale de **295 701** personnes déplacées comparativement au précédent rapport d'évaluation de crise ([novembre 2022](#)). Alors que les mouvements de retour se sont avérés faibles, la différence entre les évaluations est considérable dans le sens où **48 768** individus sont retournés, principalement dans les zones contrôlées par le M23.

L'escalade de la violence depuis le début de l'année continue d'alimenter les préoccupations croissantes concernant une situation humanitaire déjà alarmante et soulève des inquiétudes justifiées vis-à-vis de la diminution des ressources communautaires et aux réponses humanitaires qui sont, jusque là, très insuffisantes et qui ne permettent pas de pouvoir répondre aux besoins humanitaires générés par l'ampleur de la crise.

## CARTOGRAPHIE

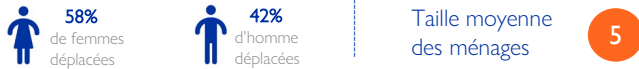


Les cartes de ce rapport ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielle de ces frontières de la part de l'OIM.

## DÉMOGRAPHIE ET VULNÉRABILITÉ

La DTM a compté 530 189 personnes déplacées ([données détaillées ici](#)) pendant les évaluations menées du 13 au 31 janvier 2023. En moyenne, les ménages sont composés de cinq personnes et la majorité des personnes (58%) sont des femmes. Les enfants de moins de 5 ans représentent 16 pourcent et 1 pourcent sont des âgés de plus de 65 ans.

### Composition démographique



Au cours de ces évaluations, 16 pourcent des personnes déplacées ont déclaré qu'un ou plusieurs membres de leur ménage actuel étaient vulnérables selon les catégories de vulnérabilité. Les femmes allaitantes et les femmes enceintes représentent respectivement dix et cinq pour cent, suivies par les personnes âgées (1%) et les personnes ayant un handicap physique (0,4%). En outre, les mineurs non accompagnés et séparés représenteraient respectivement 0,1 pour cent et 0,03 pour cent.



## INTENTION DE RETOUR DES POPULATIONS DÉPLACÉES

Les intentions actualisées n'ont pas beaucoup évolué depuis la dernière évaluation. Les ménages interrogés prévoient toujours de retourner dans leur région d'origine dès que la situation s'améliorera. Néanmoins, malgré les conditions de vie difficiles dans les aires d'installation actuelles, la plupart des personnes déplacées ont l'intention de rester sur place, au moins pour les 3 ou 4 prochains mois, en attendant de recevoir une aide humanitaire.

Les intentions de retour sont principalement motivées par les conditions de vie et de sécurité dans les zones d'origine. Pour retourner dans leur région d'origine dans les prochains mois, les conditions préalables les plus fréquemment citées sont, par ordre d'importance, l'amélioration de la situation sécuritaire dans la zone de provenance, l'accès au logement et l'accès à la terre pour l'agriculture. Les autres conditions citées sont l'accès à l'emploi et aux moyens de subsistance, et le retour en groupe avec d'autres membres de la famille et/ou de la communauté.

La priorité accordée au logement s'explique par les dégâts importants subis par les abris dans les zones d'origine. Cette évaluation DTM montre également que l'amélioration de la situation sécuritaire dans la zone d'origine reste la raison la plus citée par les personnes vivant dans des centres collectifs pour un retour. Les besoins d'information les plus utiles pour les ménages en vue du retour sont, respectivement, les conditions de sécurité dans les zones de retour, les conditions d'hébergement et les opportunités économiques.

Ces besoins d'information prioritaires pour le retour sont en corrélation avec les conditions préalables au retour qui se concentrent sur la sécurité, les opportunités économiques et le logement dans les communautés affectées.

## PERCEPTION DES BESOINS PRIORITAIRES

Les familles touchées sont confrontées à des défis économiques importants qui ont un impact sur leur capacité à répondre aux besoins de base. Une assistance accrue et une programmation à long terme axée sur les moyens de subsistance et les solutions durables sont donc essentielles pour soutenir ces groupes vulnérables. En outre, les préoccupations actuelles concernant la qualité/quantité de l'eau et la collecte des déchets appellent à un renforcement des programmes en eau, assainissement et hygiène (EHA) au niveau des sites, des centres collectifs et des communautés d'accueil. Malgré des conditions de vie difficiles dans leur zone d'installation actuelle, la plupart des familles ont l'intention de rester à court terme car leurs intentions à long terme ne sont pas réalisables à court terme. D'après l'analyse des besoins immédiats, la nutrition, la santé et le logement figurent parmi les trois principaux besoins suivi des abris et articles ménagers essentiels.



## RETOUR & SITUATION DANS LES VILLAGES SOUS EMPRISE DU M23

Sur le nombre estimé de personnes déplacées, 9 104 ménages correspondant à 54 624 individus sont retournés. Ces retours ont été les plus fréquents dans les groupements de Kisigari et Bweza en novembre 2022, dans le groupement de Binza en décembre 2022, et dans le groupement de Bambo et Kisigari en janvier 2023, dans le territoire de Rutshuru. La sensibilisation des rebelles du M23 motivant le retour des populations précédemment déplacées, la dégradation des conditions de vie des personnes déplacées dans les localités d'accueil et les raisons économiques ont été les principales motivations du retour.

Au début de l'année 2023, le M23 a étendu sa zone de contrôle dans la province du Nord-Kivu. Après le territoire de Rutshuru, le groupe armé a ouvert un autre front pour conquérir le territoire de Masisi, notamment dans sa partie nord-est. Les combats dans le territoire de Masisi ont déplacé des milliers de personnes qui ont trouvé refuge dans la région de Masisi-Centre, où les FARDC ont renforcé leur présence. Cette nouvelle conquête élargit encore la superficie de contrôle dans laquelle le M23 tente d'instaurer une vie normale. Le contexte dans les zones sous contrôle du M23 reste complexe et varie d'un groupement à l'autre ; certaines zones sont relativement calmes et les populations vaquent à leurs occupations, tandis que d'autres sont menacées par la présence du groupe armé. Dans les villages de Kitshanga et Nondo (groupement Bashali-Mokoto), Burungu, Rushebeshe, et Kilolirwe (groupement Bashali-Kahembe), qui ont été conquis par le M23 depuis le 27 janvier 2023, 95 pourcent de la population a fui par peur des représailles.

Il est fait état d'atteintes à la vie et à l'intégrité des personnes dans les zones contrôlées par les forces du M23. La population a été empêchée de se déplacer et est contrainte de fuir clandestinement vers des zones relativement proches de Kanyaruchinya, notamment dans le territoire de Nyiragongo, démunis de leurs biens de peur d'être repérée et exposée à des représailles. La crise continue d'affecter négativement la sécurité et la situation humanitaire dans les zones contrôlées, car de nombreuses personnes affectées par la crise n'ont reçu aucune assistance en raison du manque de ressources et surtout du manque d'accès physique.